

bésoin, elles devraient nous les livrer, transport payé, au prix le plus bas exigé à l'usine; j'estime que nous y avons droit.

Pour les bons comme pour les mauvais jours, nous faisons partie du Canada qui occupe aujourd'hui un rang élevé dans l'univers. Nos gens se rallient de plus en plus à l'opinion que nous n'avons pas été traités équitablement. Nous réclamons en Nouvelle-Ecosse la place qui nous revient comme partie intégrante de ce grand pays en pleine période d'évolution.

M. W. F. KUHLE (Jasper-Edson): Monsieur l'Orateur, l'examen du budget entraîne des principes fondamentaux qui régissent l'économie nationale. Il serait superflu d'affirmer que nous ne pourrions atteindre à la grandeur nationale sans définir et viser des objectifs de longue haleine se fondant sur des principes essentiellement solides. Mais il faut d'abord les préciser. Tous les partis politiques représentés à la Chambre soutiennent qu'ils préconisent des principes fondamentaux et des objectifs solides, même s'ils ne concordent pas avec ceux des autres partis. Par conséquent, ces principes ne peuvent être entièrement bons, ni entièrement mauvais et je doute fort que nous puissions décider à la Chambre lesquels de ces principes sont bons et lesquels sont mauvais. La partisanerie politique nous en empêche. Tous les membres de la Chambre défendent leur parti, qu'il ait tort ou raison. Nous ne pouvons que souhaiter que la discussion soulevée par ces questions permettra aux électeurs de tirer leurs propres conclusions et de décider eux-mêmes de la ligne de conduite à suivre. Compte tenu de tout cela je tenterai donc, au cours des quelques minutes à ma disposition, d'exposer mon point de vue.

Les choses sont tellement embrouillées présentement, qu'il nous faut définir avec soin tous les termes que nous employons, sans quoi il ne peut y avoir de discussion sensée. Des mots comme démocratie, liberté et sécurité sont bien simples, mais tous ne les interprètent pas de la même façon. Il en va de même d'autres expressions; capitalisme, libre entreprise, entreprise privée, embauchage intégral, socialisme, communisme et le reste. Il règne une si grande confusion que le totalitarisme s'affuble du manteau de la démocratie, que l'esclavage se présente sous le déguisement de la liberté et que l'antichristianisme se réclame du nom sacré de Christianisme. Il importe donc de définir nettement les expressions que nous employons. Qu'on me permette de dire ce que j'entends par certains des termes précités.

Je veux d'abord indiquer les éléments qui manquent encore à notre société pour qu'elle soit véritablement démocratique. Quant aux

[M. Black (Cumberland).]

définitions, je préfère celle du major C. H. Douglas, le théoricien du crédit social: la démocratie est le gouvernement conforme aux volontés du peuple. C'est-à-dire que, sous un véritable régime démocratique, le peuple est en mesure de faire administrer la chose publique de façon à obtenir les résultats qu'il désire.

Etant donné cette définition générale de la démocratie, j'ai raison de soutenir que les régimes dits démocratiques ont lamentablement échoué dans les efforts qu'ils ont tentés pour produire des résultats conformes aux volontés du peuple. Même dans les pays où les formes extérieures de la démocratie parviennent à se maintenir, le peuple a obtenu bien peu des résultats qu'il désirait. Au contraire, il souffre de l'insécurité, de la pauvreté, de la misère et de la guerre, tandis que les atteintes à la liberté de la personne se multiplient à un rythme effarant. Le gouvernement n'est pas conforme, mais contraire, à la volonté du peuple.

La population canadienne n'obtient pas de ses gouvernants actuels les résultats qu'elle désire. Nos gens sont prêts et aptes à produire les choses nécessaires au relèvement de leur régime d'existence. La population doit jouir d'un niveau de vie correspondant à son désir de produire et à ses moyens de consommation. Dans l'état actuel des prix, chaque famille de quatre personnes a droit à un revenu annuel libre d'impôt, de \$4,000. Dès que l'industrie, revenue au pied de paix, produira à plein rendement, on devrait pouvoir augmenter sensiblement ce montant.

Les Canadiens sont en mesure de produire les denrées et les services nécessaires au relèvement du niveau d'existence et ils y sont disposés. Toutefois, ils ne peuvent relever la production jusqu'à ce niveau ni en assurer la répartition à moins que le gouvernement ne les appuie en prenant des mesures qui ne sont pas de la compétence du public.

Le Gouvernement n'a pris aucune mesure qui permette à la population de produire tout ce qu'elle peut consommer et de consommer tout ce qu'elle peut produire. Le Gouvernement refuse de se plier aux volontés du peuple.

Il s'agit donc de savoir comment on peut contraindre le Gouvernement à se conformer à la volonté du peuple? Avant de répondre à cette question, il y a lieu de déterminer une autre question d'importance fondamentale; voilà la véritable fin et la véritable fonction du Parlement, or, il s'en est grandement écarté. A mon sens, le major Douglas a énoncé aussi bien que quiconque la véritable fonction des institutions parlementaires. Voici ce qu'il affirmait dans un discours prononcé à Buxton le 9 juin 1934: